



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 30/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur



CORUS BUILDING SYSTEMS

8, avenue Desclers
77 515 POMMEUSE

Référence : E/23-2026

Code AIOT : 0006502262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement CORUS BUILDING SYSTEMS implanté 8, avenue Desclers à POMMEUSE (77 515). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORUS BUILDING SYSTEMS
- 8, avenue Desclers, 77 515, POMMEUSE
- Code AIOT : 00065102262
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CORUS BUILDING SYSTEMS, sise 8, avenue Desclers à POMMEUSE (77 515), fabrique des systèmes d'enveloppe en aluminium pour le bâtiment.

Les activités ICPE qui ont été exercées sur le site sont les suivantes :

- combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse et à une puissance thermique supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW, rubrique 2910-A-2, activité qui serait encore classée dans la nomenclature actuelle ;
- appareil contenant plus de 30 litres de PCB (1 transformateur), ancienne rubrique 1180-1, activité qui ne serait plus classée dans la nomenclature actuelle ;
- emploi et stockage de préparations toxiques particulières, la quantité totale de chacun des produits susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 kg

mais inférieure 100 kg (moins de 50 kg de bérithane contenant 5% d'isocyanate de méthyle), ancienne rubrique 1150-3-c, activité qui ne serait plus classée dans la nomenclature actuelle ;

- dépôts de liquides inflammables représentant une capacité nominale totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³ (fiouls domestiques : 80 m³ en cuve enterrée), ancienne rubrique 253, activité qui serait classée sous la rubrique 4331 dans la nomenclature actuelle ;
- emploi de liquides organohalogénés pour le dégraissage de métaux, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 L mais inférieur ou égal à 1500 L (trichloréthane), rubrique 2565-2-b, activité qui serait encore classée dans la nomenclature actuelle ;
- emploi d'adhésifs synthétiques par tout procédé exclusivement mécanique, la quantité de matières susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j (polymérisation de colles, 0,5 t/j environ), rubrique 2661-2-b, activité qui serait non classée dans la nomenclature actuelle ;
- stockage d'élastomères d'un volume supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³ (800 m³ de polystyrène expansé en palettes), rubrique 2662-2, activité qui serait encore classée dans la nomenclature actuelle ;
- atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieur à 10 kW, rubrique 2925, activité qui serait encore classée dans la nomenclature actuelle ;
- travail mécanique des métaux et alliages, la puissance de l'ensemble des machines étant comprise entre 150 kW et 1000 kW, rubrique 2560-2, activité qui serait encore classée dans la nomenclature actuelle.

Ces activités, à l'exception de l'activité classée sous la rubrique 2560, correspondent à l'atelier "ALFAL" de la société PECHINEY BATIMENT et sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°96 DAE IC 297.

Par courrier du 21 janvier 1997, la société HOOGOVS ALUMINIUM BATIMENT a déclaré l'acquisition de l'activité "ALFAL" et la poursuite de l'exploitation des activités et des installations en vertu de l'arrêté préfectoral n°96 DAE IC 297.

Par courrier du 1^{er} septembre 1999, la société HOOGOVS ALUMINIUM BATIMENT a déclaré une nouvelle activité soumise à la rubrique 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par courrier du 21 juin 2000, la société HOOGOVS ALUMINIUM BATIMENT a déclaré un changement de nom, pour se renommer CORUS BUILDING SYSTEMS.

Par courrier du 10 janvier 2006, la société CORUS BUILDING SYSTEMS a annoncé la cessation de l'activité de production de tôles formées en aluminium, à compter du 1^{er} janvier 2006, sans effectuer les démarches administratives adhoc.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité	Décret du 21 septembre 1977, article 34.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a cessé définitivement son activité en 2006, sans effectuer les démarches administratives adhoc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Décret du 21 septembre 1977, article 34.1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article 17-1. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;- des interdictions ou limitations d'accès au site ;- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que la société CORUS BUILDING SYSTEMS a cessé toute activité sur le site de Pommeuse. Ce dernier est exploité depuis 2007 par les sociétés J.E.M. et SPS MEDICAL, installations classées pour la protection de l'environnement. Par courrier du 10 janvier 2006, la société CORUS BUILDING SYSTEMS a notifié la cessation de l'activité de production de tôles formées en aluminium, à compter du 1 ^{er} janvier 2006, conformément aux dispositions du point I de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1997 en vigueur. Toutefois, l'exploitant n'a pas transmis d'informations concernant les mesures mises en oeuvre ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, tel que prévu au point II de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1997. De fait, les conditions de mise en sécurité de la cuve enterrée en particulier ne sont pas connues de l'inspection. D'après les recherches effectuées, le site de Pommeuse de la société CORUS BUILDING SYSTEMS a définitivement fermé le 2 février 2006, date de la cessation déclarée à l'INSEE. Le siège de la société, situé à Serris, a été radié le 15 juin 2016. Il n'existe donc plus d'exploitant responsable. Lors de la visite du 25/07/2023, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets dangereux sur le site. L'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne d'instruire la cessation d'activité et la mise en sécurité du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet